France 5 : « L'épargne des Français est à l'abri d'une crise financière »

Interview du gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin, dans l'émission « C à vous » sur France 5 le vendredi 20 novembre 2026

Mohamed Bouhafsi

Il est le plus haut dirigeant de la Banque de France. Avec ses homologues européens, il fixe les taux d'intérêt, surveille les banques où dorment vos économies et veille à la confiance dans l'euro. C'est aussi lui qui s'occupe de la gestion des billets, la surveillance du crédit et la lutte contre le surendettement. Il est donc incontournable pour tout ce qui touche à votre argent. Emmanuel Moulin, le gouverneur de la Banque de France, est l'invité de C à vous. Bonsoir Emmanuel Moulin.

Emmanuel Moulin

Bonsoir, Mohamed Bouhafsi.

Mohamed Bouhafsi

Merci d'avoir accepté notre invitation. La dette française atteint 119% du PIB, du produit intérieur brut, au deuxième trimestre de cette année. L'année prochaine, selon le gouvernement, elle devrait s'établir à 121,7% du PIB, plus du double de la limite européenne fixée par les traités. Dans cette situation, les marchés vont-ils encore faire confiance longtemps à la France ?

Emmanuel Moulin

Il faut avoir un diagnostic équilibré de la situation parce qu'effectivement nous avons une dette qui est trop élevée, nous avons un déficit qui est trop élevé et il faut prendre les mesures qui sont nécessaires pour réduire le déficit. La première mesure c'est d'avoir un budget, de faire voter un budget. Un budget a été présenté par le gouvernement, qui prévoit de réduire le déficit de 5,4% à 5%. C'est modérément ambitieux, mais c'est déjà une première étape. Les marchés financiers, pourquoi réagissent-ils à l'égard de la France ? Ils réagissent parce qu'il y a de l'incertitude, parce qu'ils ne savaient pas si on allait avoir un budget. Et puis parce qu'ils voient aussi une campagne présidentielle: ils ne savent pas exactement ce qui va se passer et est-ce que nous allons nous inscrire dans une trajectoire de réduction de la dette ? Parce qu'aujourd'hui, avec l'augmentation des taux d'intérêt, il devient de plus en plus difficile de financer nos priorités. Nous avons des impôts élevés et une dépense publique très élevée, beaucoup plus élevée que dans les autres pays de l'Union européenne et de la zone euro. C'est cela qu'il faut adresser, c'est ce qu'attendent les marchés. Et nous pouvons le faire.

Nathalie Saint-Cricq

Il est facile à réduire cette dépense publique parce qu'on l'entend tout le temps mais on n'en voit pas beaucoup la couleur.

Emmanuel Moulin

On n'en voit pas beaucoup la couleur, mais cela nous est arrivé dans le passé de réduire le déficit, de le réduire de manière importante. Soit quand on a voulu se qualifier pour l'euro, pour la monnaie unique, soit entre 2011 et 2019, on est passé d'un déficit de plus de 5% - ce qu'on a aujourd'hui - à un déficit de 2,5%, donc au-dessous du critère de 3% de Maastricht. C'est possible, on l'a déjà fait, d'autres pays l'ont fait. Il faut prendre des mesures qui ne remettent pas en cause notre modèle social, mais qui permettent de réduire la dynamique de la dépense. Et cette dynamique de la dépense, il faut pouvoir la maîtriser de façon à maîtriser le déficit et maîtriser la dette. Et ensuite, nous pourrons avoir une baisse de nos taux d'intérêt parce que nous sommes confrontés à une hausse de la charge des taux d'intérêt dans notre budget qui rogne les marges de manœuvre.

Amandine Bégot

C'est quand ensuite ?

Emmanuel Moulin

Pour l'instant, nous avons des taux d'intérêt qui sont élevés par rapport à l'Allemagne et qui ont beaucoup augmenté, parce qu'il y a de l'incertitude. Il faut donc montrer une direction en adoptant un budget. Ensuite, après l'élection présidentielle, il faudra aussi une direction de réduction du déficit et de la dette. J'ai l'impression que ce consensus a tendance à s'élargir aujourd'hui, puisque tous les candidats parlent de réduire le déficit et de réduire la dette. Après, il y a des modalités différentes.

Mohamed Bouhafsi

J'aimerais qu'on soit les porte-parole, aujourd'hui, des questions des Français et qu'on soit le plus pédagogique et didactique, Emmanuel Moulin. C'est une question que se pose un certain nombre de Français. La France est-elle totalement à l'abri d'un scénario noir où ses finances finiraient par être gérées par le FMI, comme la Grèce en 2010 ?

Emmanuel Moulin

Oui, je pense que ce n'est pas du tout le même scénario. Pourquoi ? Parce que d'abord, la Grèce avait un déficit qui était deux fois, voire trois fois plus élevé que celui de la France aujourd'hui : il était à 10% du PIB en 2010, 15% en 2011. Nous sommes donc dans une situation très différente. Deuxièmement, en 2008-2010-2011, il y avait une crise bancaire, en Grèce, mais aussi dans la zone euro et il y avait eu la grande crise financière. Aujourd'hui, depuis la grande crise financière de 2008, on a beaucoup renforcé les banques, renforcé leur capital et leur liquidité. Les banques se portent bien. Donc il n'y a pas de risque au niveau du secteur bancaire.

Amandine Bégot

On n'a pas commencé la crise financière ? Édouard Philippe raconte…

Mohamed Bouhafsi

Par exemple, quand Edouard Philippe dit il y a deux jours, on est déjà dans la crise financière. Ça a commencé et on a un scénario proche de la Grèce. Je rappelle que vous avez été directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances entre 2017 et 2020. Le Premier ministre à l'époque, c'était Edouard Philippe. Vous n'aviez pas son téléphone pour lui dire « Edouard, vous dites quelque chose qui n'est pas fondé » ?

Emmanuel Moulin

Je peux dire que nous ne sommes pas face à une crise financière parce que les banques et les assurances sont solides et vont bien. Nous sommes face à une crise budgétaire, c'est-à-dire que nous avons des dépenses trop élevées et des recettes insuffisantes pour couvrir ces dépenses. On peut décider d'augmenter les recettes, mais on a des taux d'imposition qui sont élevés, certains candidats le veulent; on peut décider de baisser la dépense. Ce sont des questions politiques dans lesquelles je ne m'implique pas. Mais ce qui est important, c'est de réduire le déficit et d'avoir une dette qui soit sur une trajectoire descendante.

Mohamed Bouhafsi

Sans jouer les oiseaux de malheur, mais pour répondre précisément à ces questions de Français que j'évoquais tout à l'heure, Emmanuel Moulin, toutes leurs économies sont-elles à l'abri si la France devait connaître une crise financière ?

Emmanuel Moulin

Oui, évidemment.

Mohamed Bouhafsi

Vous l'avez sans doute entendu depuis quelques semaines, sur les réseaux sociaux, on en entend parler « L'État peut nous prélever au-delà de 100 000 euros »…

Églantine Émeyé

Remettons tout sous un matelas.

Mohamed Bouhafsi

Voilà, remettons tout… C'est partout, sur tous les réseaux sociaux.

Emmanuel Moulin

Je veux être franchement rassurant là-dessus. Nous avons connu une crise financière en 2008, il faut s'en souvenir. Nous avons pris beaucoup de mesures pour renforcer les banques. Aujourd'hui, les banques françaises sont très solides, les assureurs français sont très solides. Il n'y a pas de risque du tout d'avoir des problèmes sur l'épargne des Français : elle est à l'abri, elle est garantie par la solidité du système.

Amandine Bégot

Il ne faut pas retirer ses avoirs des comptes en banque, pour les mettre sous le matelas ?

Emmanuel Moulin

Mais non, pas du tout. Les gens font ce qu'ils veulent, mais il n'y a aucune crainte à avoir sur la situation de l'épargne dans les banques et dans les assurances françaises. Le sujet auquel on doit faire face, c'est le sujet de l'État qui dépense trop, l'État, la sécurité sociale etc., c'est ce qu'il faut traiter.

Mohamed Bouhafsi

Emmanuel Moulin, vous êtes l'un des hommes qui participent aux décisions sur les taux d'intérêt de 350 millions d'Européens. Est-ce que vous pouvez dire ce soir aux Français si les taux de crédit immobilier vont continuer à augmenter en 2027 ? On a dépassé les 4% désormais sur 20 ans par exemple. Je parle des crédits immobiliers.

Emmanuel Moulin

Les crédits immobiliers sont liés aux taux longs et aussi aux taux courts et aux perspectives d'inflation. La Banque centrale européenne a augmenté ses taux parce qu'on doit faire face à l'inflation, qui s'élève à 4% dans la zone euro : c'est deux fois plus que notre objectif. Nous devons ramener l'inflation au niveau de notre objectif, qui est 2%. Les taux immobiliers suivent les taux que nous fixons, mais aussi les taux qui s'appliquent à la dette de l'État. Et si nous arrivons à réduire notre déficit, à rétablir la confiance, cela va aussi permettre de faire baisser les taux longs et les taux immobiliers. Ce que l'on fera pour réduire le déficit de l'État et pour réduire la dette de l'État profitera aussi aux entreprises qui auront des taux d'intérêt moins élevés et aux ménages qui auront aussi des taux d'intérêt moins élevés pour leurs emprunts immobiliers.

Églantine Émeyé

Est-ce que dès qu'un budget est adopté, ça peut faire baisser un petit peu ce taux ?

Emmanuel Moulin

Cela contribuera à rétablir une partie de la confiance. L'incertitude existe toujours parce que nous avons des élections. Tant qu'on sera en période électorale, cela risque d'être un petit peu volatil. Mais la première étape, c'est effectivement d'adopter un budget.

Mohamed Bouhafsi

Ce que vous dites ce soir aussi, c'est qu'il y a beaucoup d'incertitudes, donc cela pénalise les Français. Il y a des députés qui doivent vous regarder ce soir, vous leur dites qu'il faut absolument voter ce budget et que c'est une urgence pour les Français ?

Emmanuel Moulin

C'est une urgence pour les Français, pour notre pays, pour notre crédibilité internationale d'avoir un budget.

Mohamed Bouhafsi

Même un mauvais budget ? C'est ce qu'on entend depuis quelques semaines.

Emmanuel Moulin

Un budget qui réduise le déficit, c’est cela qui est essentiel. Il faut que nous nous placions dans une trajectoire où notre déficit, qui est aujourd'hui au-delà de 5%, soit en dessous de 5% et se réduise vers 3%, qui est l'objectif…

Amandine Bégot

Là, il ne le sera pas en dessous de 5%.

Emmanuel Moulin

L'objectif du gouvernement sera autour de cinq, mais il faut qu'il soit en dessous.

Mohamed Bouhafsi

Dire que pour adopter un budget, il existe des dispositions dans la Constitution pour qu'un budget soit adopté au Parlement, même sans la majorité. Il y a le 49.3, il y a les ordonnances. Vous avez dit quoi qu'il arrive, il faut que ça passe, il faut que ça avance. Et ça vous a valu les foudres du Rassemblement national et de LFI. Jean-Philippe Tanguy, député du Rassemblement national, vous a accusé en octobre d'avoir franchi la ligne rouge et a demandé votre départ. Vous avez été aussi critiqué par Jean-Luc Mélenchon. Vous leur dites quoi ce soir aux députés RN et LFI, que j'assume une part de vérité ?

Emmanuel Moulin

La Banque de France est neutre politiquement. Elle est indépendante, mais elle est neutre politiquement, c'est la banque de tous les Français. Et la Banque de France ne prend pas parti dans les élections. J'ai simplement rappelé les dispositions constitutionnelles - tout le monde peut lire la Constitution de 1958. J'ai rappelé les dispositions constitutionnelles qui permettent de faire adopter un budget. C'est tout. Après, c'est évidemment aux parlementaires de prendre leurs responsabilités.

Mohamed Bouhafsi

Alors, sans faire de la politique dans ce contexte, est-ce que la France peut se permettre d'avancer l'âge de départ à la retraite ? Est-ce que c'est prendre un chemin logique par rapport aux autres pays européens ?

Emmanuel Moulin

Tous les pays européens autour de nous ont reculé l'âge de la retraite. Nous, en France, aujourd'hui, l'âge effectif de départ à la retraite est autour de 62 ans. En Allemagne, c'est 1 an de plus. Et dans la moyenne de la zone euro, c'est 2 ans de plus. On voit qu'on vit plus longtemps, on gagne à peu près un trimestre d'espérance de vie par an. On a moins d'actifs pour financer plus de retraites et on a un vieillissement de la population. Dans ces conditions, il est très compliqué de se dire qu'on va partir à la retraite plus tôt. Au contraire, je pense qu'il est important qu'on s'aligne et qu'on aille vers ce que font nos voisins également.

Amandine Bégot

Et ça, ça peut faire baisser le déficit justement…

Emmanuel Moulin

Cela peut faire baisser le déficit, effectivement, parce que cela réduit la part des retraites dans le déficit, et cela peut favoriser la croissance puisqu'il y a plus de personnes qui travaillent.

Nathalie Saint-Cricq

Alors, tout à l'heure, on a parlé de geler la dette, enfin, pas vous, ou au moins d'en geler une partie. C'est ce qui est proposé par un certain nombre, par Jean-Luc Mélenchon notamment. Mais Olivier Faure, pour le PS a dit : « Ah oui, ça mérite d'être discuté, ça se fait. » Est-ce que finalement vous ne nous faites pas un numéro de dramatisation alors qu'il y aurait des solutions peut-être auxquelles on n'a pas l'habitude mais se dire finalement cette dette, on efface une partie et on continue ?

Emmanuel Moulin

Je ne sais pas exactement ce que ça veut dire geler la dette, la brûler, il y a visiblement différentes façons de la cuisiner. Nous avons pris des engagements à l'égard de nos créanciers. Évidemment, si on gelait une partie de la dette, si on ne la remboursait pas, les investisseurs se diraient : « mais qu'est-ce que c'est que ce pays qui ne rembourse pas sa dette ? Est-ce que je vais continuer à lui prêter ? » Or, nous avons encore un déficit budgétaire et donc pour financer les salaires des fonctionnaires, les retraites, il faut qu'on continue à emprunter. Si vous dites à certains « Vous, je ne vous rembourse pas », si moi je vous dis « Madame, je ne rembourse pas l'argent que vous m'avez prêté », est-ce que vous croyez que Mohamed Bouhafsi va me prêter de l'argent ? Eh bien, non. Donc, malheureusement, je ne pense pas que ça soit la solution.

Mohamed Bouhafsi

On entend depuis plusieurs semaines, plusieurs mois, dette, croissance en berne, crise financière, cela joue sur le moral des Français, Emmanuel Moulin. Des Français qui se tournent vers l'épargne, voire qui retirent de l'argent des banques, on en parlait tout à l'heure, ça revient sous le matelas en ce moment. Et cet argent n'est pas réinjecté dans l'économie française. Depuis plusieurs semaines, la France vit au rythme des manifestations et des appels à la grève. Quel impact cela a sur l'économie, ce climat social ?

Emmanuel Moulin

Il y a un climat qui n'est effectivement pas favorable à la confiance. Mais il faut regarder les choses de manière objective. Nous avons une économie qui est diversifiée, c'est la 7ème économie du monde. On a une industrie qui marche et qui repart, notamment dans des secteurs qui fonctionnent bien, comme la défense, l'aéronautique, tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle. Notre pays a de

l'énergie peu chère grâce au nucléaire. Nous avons des talents : vous l'avez montré tout à l'heure dans votre reportage, on innove avec cette greffe de peau. Notre pays a énormément d'atouts, il faut jouer sur ces atouts. Il faut un peu plus de consensus pour aller de l'avant et pour traiter les problèmes.

Mohamed Bouhafsi

Est-ce que vous êtes capable de nous donner ce soir les prévisions de la Banque de France sur l'inflation dans les prochains mois ?

Emmanuel Moulin

Je ne peux pas vous les donner encore parce que nous sommes en train de les réviser. L'inflation est à peu près autour de 3,8% en France mais elle est extrêmement liée au prix de l'énergie. Nous avons plutôt des bonnes nouvelles sur le prix de l'énergie puisque le pétrole a plutôt baissé. Elle est encore clairement trop haute par rapport à ce qu'elle devrait être. Et c'est le pouvoir d'achat des Français : lorsqu'il y a trop d'inflation, cela réduit le pouvoir d'achat. Et c'est pour cela que notre mandat en tant que banquiers centraux est de réduire l'inflation. Et si effectivement le prix du pétrole et le prix de l'énergie baissent parce que la situation internationale se normalise, on aura certainement une diminution de l'inflation.

Mohamed Bouhafsi

Et sur l'alimentaire ? C'est une question qui est très importante pour les spectateurs qui nous regardent…

Emmanuel Moulin

Sur l'alimentaire, cela dépend beaucoup de l'énergie. On a évidemment des produits frais dont le prix augmente avec les saisons. Donc, il faut manger des produits de saison qui sont moins chers, mais c'est très lié au prix de l'énergie, aux engrais, etc. Pour l'instant, cela reste maîtrisé. Mais il faudra regarder aussi les événements climatiques, vous l'avez montré…

Nathalie Saint-Cricq

On a une échéance ? Ou alors combien de temps les gens vont ramer ?

Emmanuel Moulin

Je pense qu'il faut se retrousser les manches, garder l'espoir, être optimiste et que tout le monde aille ensemble pour rétablir cette situation, que ce soit les politiques, les Français, les chefs d'entreprise, voilà, c'est tous ensemble qu'on va y arriver.

Églantine Éméyé

Garder l'espoir, être optimiste, ce n'est pas facile pour les Français qui ont du mal à boucler leurs fins de mois. Et depuis aujourd'hui, il y a de nouvelles règles européennes qui s'appliquent en France : certains paiements qui se faisaient en plusieurs mois, les paiements fractionnés par exemple, les mini crédits de moins de 200 euros, vont être désormais encadrés comme les crédits à la consommation. Donc ça veut dire qu'avant de donner leur accord, les organismes prêteurs vont devoir s'assurer de la solvabilité et de la capacité à rembourser. Pour certains quand même, payer en plusieurs fois, c'était devenu un moyen de gérer leur budget, même pour acheter de la nourriture.

Voilà, ce sont des solutions qui sont fréquemment utilisées. Aujourd'hui, les banques aussi vont devoir vérifier les capacités de remboursement avant d'accorder un découvert. Ce sont des décisions, des mesures absolument indispensables pour réduire ce surendettement qui est en augmentation de 10% cette année ?

Emmanuel Moulin

Ce que vous mentionnez vient d'une directive européenne qui a été votée à l'unanimité au Parlement européen. Cette directive prévoit que les banques doivent vérifier la solvabilité des emprunteurs quand ils font un crédit, y compris un petit crédit. Et ce qui m'inquiète aujourd'hui, vous le savez la Banque de France accompagne les Français et les personnes surendettées dans les procédures de surendettement et on voit une augmentation très forte du surendettement.

Mohamed Bouhafsi

De combien ?

Emmanuel Moulin

De + 10% par an. Et dans les chiffres de surendettement, on voit de plus en plus de jeunes et de plus en plus de paiements fractionnés, 4 fois sans frais, mini crédits, etc. Le problème ce n'est pas tant l'utilisation une fois de temps en temps de ces facilités, c'est l'accumulation : si vous faites du paiement en 4 fois sans frais sur l'ensemble des dépenses et que cela vous permet d'acheter un téléphone qui vaut 800 euros, de la première mensualité à 200 euros, mais que vous accumulez toutes ces dépenses et qu'au final vous vous trouvez face à des dépenses que vous ne pouvez plus assumer, c'est mieux quand même qu'on vérifie avant de vous octroyer ce crédit que vous pouvez le rembourser.

Églantine Éméyé

Mais en même temps, on le demande parce qu'on n'a pas les moyens justement…

Emmanuel Moulin

Oui, mais c’est compliqué de se dire je vais acheter des choses que je ne peux pas me payer, je vais les payer à crédit et ensuite je vais devoir faire défaut sur mes crédits. Ça ne peut pas fonctionner. C'est comme un ménage, il faut ajuster aussi ses dépenses par rapport à ses revenus. Nous accompagnons les Français dans les procédures de surendettement parce qu'il y a des accidents de la vie, des pertes d'emplois, etc. Donc, il y a des procédures qui permettent de restructurer des dettes, voire de les annuler. Mais nous devons faire attention aussi que ce surendettement n'explose pas à cause de pratiques qui sont parfois un peu critiquables de la part d’établissements de crédit.

Mohamed Bouhafsi

Merci à vous, Emmanuel Moulin, vous êtes le gouverneur de la Banque de France.